

Aux Philippines, l'agriculture est marquée par son caractère familial. Le pays a milité pour faire de 2014 l'année internationale de l'agriculture familiale. Avec ce thème, la quasi-totalité des agriculteurs sont mis sur le devant de la scène par les Nations unies.



IRVIN JETHRO VELAS/FAO

AGRICULTURES DANS LE MONDE

LE MODÈLE FAMILIAL A BESOIN DE PROTECTION

Les exploitations familiales produisent 80 % des denrées alimentaires mondiales mais manquent de considération. Etat des lieux d'une pluralité de modèles qui ne peuvent exister sans politique d'accompagnement. PAR PAULINE BOURDOIS ET CLAIRE FAURE

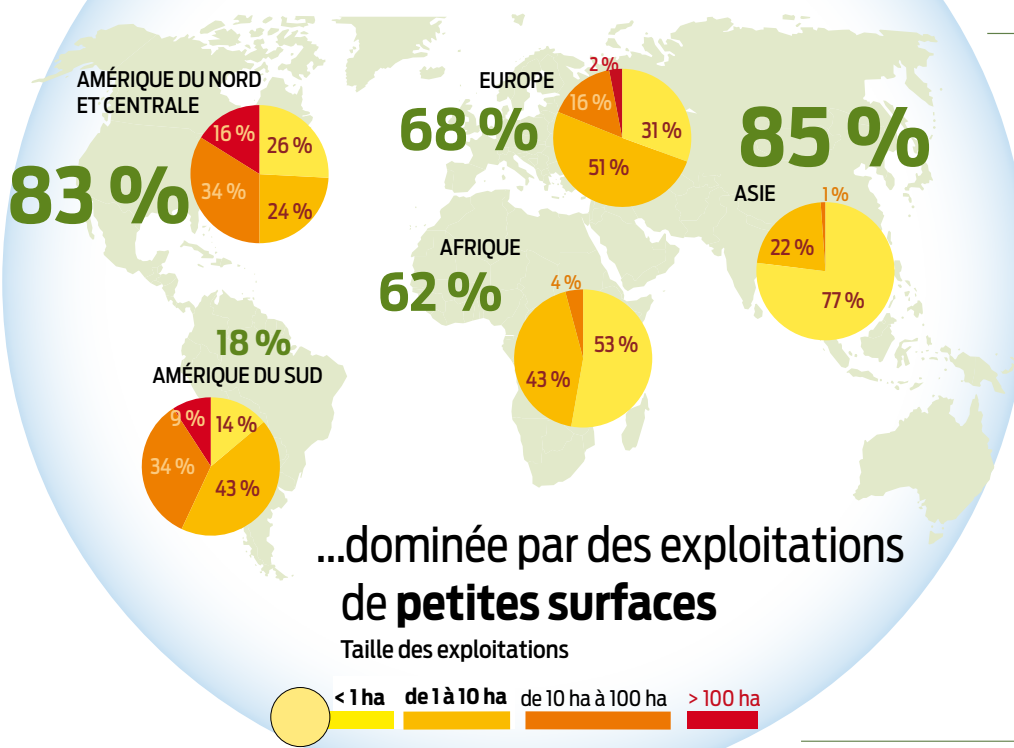
Porfilio au Paraguay, Gopal en Inde, Helen en Irlande, Mamadou au Mali... Comme 2,6 milliards d'hommes et de femmes sur la planète, ils travaillent la terre en famille et produisent 80 % des

denrées alimentaires mondiales. Souvent associée à des modèles archaïques, l'agriculture dite « familiale » détient en réalité des capacités pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire, de gestion des ressources et de création d'emploi.

La flambée des prix alimentaires en 2008, suivie des émeutes de la faim dans plus de quarante pays, a remis l'agriculture au centre des préoccupations politiques et citoyennes. « Il est temps de faire émerger des politiques plus favorables aux petits... »

L'agriculture familiale reste très majoritaire...

% de terres arables cultivées
par l'agriculture familiale sur 5 continents



...dominée par des exploitations de petites surfaces

Taille des exploitations



Chiffres clés

Elle représente **88 %** du total des exploitations agricoles

40 % des actifs de la planète, soit 2,6 milliards d'humains

2 à 3 % des actifs utilisent un tracteur

Elle fournit **80 %** de la production alimentaire mondiale, dont :

94 % du riz

95 % du café

89 % du coton

Source : FAO et Cirad

... agriculteurs », justifie le Forum rural mondial. L'organisation non gouvernementale, soutenue par les Philippines puis les Nations unies, a insufflé la création d'un événement mondial en 2014, l'année internationale de l'agriculture familiale. « La quasi-totalité des agriculteurs se sont retrouvés sur le devant de la scène », remarque Jean-Christophe Debar, directeur de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (Farm).

UNE HISTOIRE DE FAMILLE

L'agriculture familiale se caractérise par un lien structurel entre la famille et l'unité de production. « Dans une exploitation familiale, seuls les membres de la famille travaillent à plein temps. Ils ne sont pas liés par des rapports de salaire mais par des liens domestiques. Le capital familial est indissociable du

patrimoine privé. Une partie de la production est consommée par la famille elle-même », explique Jean-Michel Sourisseau, chercheur au Centre international de recherche en agronomie (Cirad). Cette définition peut être discutée pour sa rigidité. « C'est le chef d'exploitation en tant qu'entrepreneur et l'exploitation agricole en tant qu'entreprise qui sont en jeu. Le recours au salariat n'est pas un critère », tempère Jean-Christophe Debar.

Le choix d'une définition ne précisant ni la taille, ni le type de structures, ni les pratiques culturelles permet de fédérer des agricultures du Nord et du Sud. De l'élevage nomade en Mongolie jusqu'aux exploitations céréalnières mécanisées de 6 000 ha en Australie, en passant par le maraîchage à Kinshasa, l'agriculture familiale prend la forme d'une grande diversité de modèles de production. Sur 570 millions de fermes dans le monde, la FAO compte 500 millions d'exploitations familiales. « Aux Etats-Unis, 90,3 % des exploitations sont de type familial et génèrent 85 %

de la valeur de la production agricole du pays », rappelle Jeffrey Steiner, de l'université du Colorado. Au Sud, les chiffres sont tout aussi éloquentes. Les agriculteurs familiaux fournissent 95 % du cacao et 95 % du café échangés sur les marchés mondiaux.

AGRICULTURE PERFORMANTE

« On considère à tort les agricultures familiales comme improductives, tempête Kalilou Sylla, du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa). De par leurs connaissances fines de leur milieu, elles savent maximiser l'utilisation des ressources. » Enseignant à AgroParisTech, Hubert Cochet approuve : « De nombreuses études scientifiques montrent que la productivité du sol est plus élevée dans les petites exploitations car l'intensité en travail est plus forte et les soins à la terre et au vivant plus importants. » Au Burundi, en Afrique centrale, la production agricole a été multipliée par trois entre 1950 et 1990, sans faire appel à des moyens de pro-

La **main-d'œuvre** familiale ne compte ni ses heures ni sa rémunération.

En Irlande, 30%
des chefs d'exploitation
travaillent aussi
à l'extérieur.



duction industriels. Les agriculteurs se sont appuyés sur les spécificités écologiques de leurs milieux. « Ils ont notamment mis en place des systèmes agroforestiers en bananes et des associations culturales complexes de 7 à 8 espèces », illustre Hubert Cochet. Dans le nord-est de l'Afghanistan, les paysans font deux rotations riz-blé par an. La production annuelle atteint 15 à 20 t/ha. L'absence de coûts fixes liés au salariat et la flexibilité de la main-d'œuvre familiale, qui ne compte ni ses heures et ni sa rémunération, confèrent à ces agriculteurs une capacité d'adaptation pour faire face aux effets de certaines crises. Au Burkina, dans les années 2006, lorsque le prix payé aux producteurs de coton a chuté de 150 francs CFA/kg, les producteurs ont réagi en augmentant leurs surfaces de production d'environ un sixième.

TROUVER SA PLACE

Le modèle familial coexiste avec une agriculture plus récente dite « de firme ». Au Brésil, l'industrie agricole du soja, du maïs ou de la canne à sucre s'oriente vers l'exportation. Elle cotoie l'agriculture familiale, qui fournit 70 % des aliments consommés dans le pays. Cette ●●●

Irlande En manque de terres

Joseph et Helen Dunphy sont éleveurs laitiers. Le couple représente le parfait exemple de l'exploitation familiale dans leur pays.

» **« Le modèle familial basé sur le couple reste viable, à condition de s'agrandir ou de s'intensifier régulièrement pour générer un revenu suffisant pour deux personnes »**, affirme Joseph Dunphy, 54 ans, finaliste du concours organisé par l'hebdomadaire « Irish Farmers Journal », qui primera la meilleure exploitation familiale du pays en décembre. Avec son épouse, Helen, ils portent leur troupeau laitier de 140 à 220 vaches sur 80 hectares d'herbages dans l'ouest du pays pour mieux le transmettre à l'un de leurs fils, peut-être aux deux.

» **Le nombre d'exploitations a cessé de baisser** depuis 2000 en Irlande et 99,8 % d'entre elles sont familiales (33 ha en moyenne). Les sociétés capitalistiques sont quasiment absentes du secteur et le regroupement d'exploitations encore marginal. Pour Fiona

Thorne, économiste au centre de recherche Teagasc, l'autre aspect de la compétitivité du modèle est lié à des coûts de production très bas, notamment pour le lait. « La majorité de la main-d'œuvre étant familiale, elle ne pèse pas sur les charges de l'entreprise », assure-t-elle.

» **Avec moins de 1 % des terres agricoles vendues chaque année, le marché foncier est atone.** « Le père veut souvent garder les rênes jusqu'à 70 ans », regrette Joseph. « Et les aides de la Pac attachées au foncier encouragent les gens à le conserver alors que nos enfants pourraient en profiter », renchérit Helen. Mais Fiona Thorne avertit : « Dans une logique d'expansion, avec la fin des quotas laitiers, les difficultés pour louer ou acheter des terres rendent l'avantage compétitif des fermes irlandaises moins clair. »

» **Les exploitations irlandaises sont tributaires de la pluriactivité** même si, depuis la crise de 2008, l'emploi disponible hors exploitation a diminué tandis que le revenu agricole augmentait. Un tiers des exploitations est considéré comme « viable » et assure un revenu décent à la famille. Un tiers est « soutenable » grâce à des revenus hors exploitation qui atteignent facilement le double de celui tiré de la production. Une famille d'agriculteurs sur deux compte, en effet, au moins un membre employé à l'extérieur (c'est le cas de 30 % des chefs d'exploitation eux-mêmes). Reste un tiers d'exploitations « vulnérables » : trop petites, trop fragmentées, pas assez modernes, elles ne rémunèrent pas la main-d'œuvre familiale au niveau du salaire agricole moyen (1 600 € par mois).

Thomas Hubert

••• coexistence ne se fait pas sans heurt, notamment sur le foncier (lire l'encadré ci-dessous). Dans les pays du Sud, les gouvernements en place voient dans les apporteurs de capitaux privés, locaux ou étrangers une opportunité de développement agricole pour créer de la richesse exportable ou pour freiner le recours à l'importation des denrées alimentaires. En

faute de politique dédiée, beaucoup de petits agriculteurs familiaux peinent à vivre de leur activité. Ils représentent deux tiers des 840 millions de malnutris dans le monde. « En Afrique subsaharienne, près d'une personne sur quatre est en situation d'insécurité alimentaire, alors que 80 % de la population vit en zone rurale », estime Salifou Ouedraogo, directeur pour l'Afrique de l'Ouest de l'ONG SOS Sahel.

lait ». Fort de ses échanges avec des agriculteurs français grâce à l'Afdi, il constate, impuissant, que « les jeunes Malgaches ne veulent pas devenir paysans car, pour eux, ce n'est pas un métier ». Former les jeunes sur le terrain pour leur entrouvrir d'autres horizons est un premier pas. Les initiatives se multiplient, comme avec les fermes témoins en Zambie (lire l'encadré p. 48). Mais ce n'est pas suffisant. « Nous avons besoin de réseaux d'accompagnement pour transmettre les savoir-faire et se former à de nouvelles techniques », rapporte Mamadou Camara, maraîcher dans la région de Kai, au Mali, et président de l'Union nationale des coopératives de planteurs et maraîchers.

La répartition équitable du foncier, un facteur clé pour l'agriculture familiale.

Afrique, ce sont des baux de 99 ans qui autorisent ces investisseurs à produire sur des terres où régnait un droit coutumier en place depuis des siècles. « Ces choix politiques laissent penser que les agriculteurs de ces pays ne peuvent pas assurer le développement agricole local », s'alarme Françoise Louarn, présidente de l'Afdi de Bretagne. « Tout le défi de l'agriculture familiale réside dans la possibilité de trouver sa place dans une économie monétarisée, pour éviter le recours à l'importation et à l'implantation d'un agrobusiness capitaliste », explique Jean Christophe Debar. Cependant,

RECONNAÎTRE LE MÉTIER

Cette extrême pauvreté pousse les gens à quitter l'agriculture pour aller chercher un avenir meilleur dans les villes. Or, les agglomérations africaines et asiatiques, déjà densément peuplées, ne sont pas en mesure d'absorber les 330 millions de jeunes Africains et les 500 millions de jeunes Asiatiques qui rechercheront un emploi d'ici à 2025, faute de secteur secondaire et tertiaire développés.

« L'agriculteur n'est pas reconnu », explique Georges Ratjimari, paysan-formateur malgache. Producteur de manioc, de riz et de maïs, il possède aussi quelques vaches pour la viande et « depuis peu le

L'UNION FAIT LA FORCE

Son organisation est membre de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (Cnop), qui regroupe aujourd'hui 80 000 producteurs dans tout le pays, à l'exception des régions de Kidal et de Tombouctou. « Cette représentativité nous permet de participer aux réflexions sur les politiques agricoles. Nos revendications ont été prises en compte

Paraguay La rivalité entre « sans terres » et propriétaires étrangers

« Bien que la police nous chasse et détruise nos productions, nous luttons depuis dix ans pour rester sur ces terres », confie Juan de Dios Meza, au camp des paysans sans terres de Maria Auxiliadora, dans le sud-est du Paraguay. Les « sans terres » occupent 78 des 350 hectares d'un propriétaire belge, producteur de soja OGM en monoculture. Ils revendiquent une certaine d'hectares pour vivre sur ces terrains que cultivaient anciennement, avec un droit coutumier, leurs parents et grands-parents.

Ces camps de paysans sont un phénomène récurrent dans le pays : environ 300 000 familles sans terre vivaient au Paraguay. Dès les années quatre-vingt-dix, Brésiliens, Belges ou encore Uruguayens se sont installés au Paraguay pour faire fortune. Des domaines de plusieurs centaines, voire de milliers d'hectares appelés « Estancias » ont été rachetés et le marché continue de prospérer. Il suffit de regarder sur internet pour voir fleurir des centaines d'offres d'achat. Les prix varient selon la région, de 800 \$ US (644 €) par hectare dans les moins productives du Nord à plus de 2000 \$ US (1610 €)



Juan de Dios Meza et Gomingo Roldan au camp des paysans sans terre, près de Maria Auxiliadora.

dans le Sud, propice à la monoculture de soja. L'acquisition des titres de propriété et des terres par ces investisseurs étrangers cause de plus en plus de problèmes. « Auparavant, tout le monde cultivait du coton, du maïs et du blé, ce qui nous permettait de vivre. Désormais, la seule culture rentable sur une petite surface reste le coton », explique Porfilio

Espinal, un des rares agriculteurs locaux à être propriétaire de 10 hectares à San Rafael, dans le sud-est du Paraguay.

Cette diminution de la production conjuguée à la densification des villes a emporté la colère des citoyens confrontés à des pénuries alimentaires. En réaction, le gouvernement a pris de bien maigres dispositions pour soutenir indirectement les « sans terres » via l'Indert (Institut national du développement rural et des terres). Lorsque le propriétaire est lassé de déloger ces « squatteurs » et qu'il finit par vendre, l'institut lui rachète ses terres qui sont ensuite vendues à crédit aux petits agriculteurs locaux. Ces années d'occupation sauvage se soldent par un long remboursement sur dix ans pour les petits agriculteurs, possible grâce à la vente de leurs productions. Porfilio Espinal a bénéficié de ce programme, il lui reste trois ans pour rembourser. L'Indert reste l'intermédiaire obligatoire pour acheter du foncier car, au Paraguay, il est impossible d'emprunter sans être déjà propriétaire et donc complètement illusoire de le devenir un jour.

Coline de l'Hommeau, avec P.B.



Certains agriculteurs ne livrent à la coopérative que 3 à 6 litres de lait par jour.

Inde La coopérative Amul fait vivre plus de 3 millions de fermiers

lors de la loi d'orientation agricole en 2007 et nous sommes entendus sur les moyens de sécuriser le foncier pour les petits producteurs », se félicite Mamadou Camara. Mais cela n'est pas vrai partout. « Les pouvoirs publics ont décidé de transformer toutes les organisations de producteurs en coopératives pour assurer le marché du cacao et du café, sans avoir consulté les producteurs et sans aide technique pour le permettre », dénonce Moussa Wancam, président de la Confédération des planteurs de café et de cacao du Cameroun (Conaprocac), qui représente 14 000 producteurs dans le pays. Si de nombreux chantiers restent à mener, les structures collectives font leurs preuves, que ce soit en termes d'organisation de la production, de stockage ou de mutualisation des moyens de production. En Inde, la coopérative Amul est aujourd'hui un modèle du genre (lire l'encadré ci-contre).

Les exploitations familiales ont également besoin d'accéder au crédit pour se moderniser. Mamadou Camara tout comme Moussa Wancam le confirment. « Il n'y a pas de banque dédiée aux agriculteurs •••

Il y a quatorze ans, Ramilaben n'avait qu'une seule richesse : sa vache. Elle la trayait tous les jours, à l'arrière de sa maison, pour approvisionner toute sa communauté en lait. En 2000, Ramilaben prend une décision : elle livrera son lait à Amul, la coopérative du Gujarat (à l'ouest du pays). C'est alors que tout s'enclenche. L'agricultrice obtient un prêt de la banque et achète cinq vaches... Aujourd'hui, sa ferme compte 280 bovins et produit chaque année 550 000 litres de lait. Tous les fermiers du Gujarat n'ont pas connu la même « success story » mais nombre d'entre eux doivent à Amul d'être sortis de la misère. « Sur un Etat de 60 millions de personnes, Amul fait vivre près de 3 millions de fermiers et leur famille, soit 16 millions d'individus », se félicite R.S. Sodhi, son dirigeant. Par exemple, Gopal possède deux buffles. « Tous les jours, je livre 6 à 10 litres de lait à la coopérative. En retour,

elle me paie, selon la qualité, 30 à 40 cents (roupies) le litre », raconte le fermier.

Fondée par Verghese Kurien, le « père de la révolution blanche » (1), Amul naît en 1949 à Anand, au Gujarat, en réaction à l'exploitation des petits producteurs par la seule et unique grande laiterie de la région. « Ce visionnaire a permis à l'Inde de devenir le premier producteur mondial de lait, raconte l'homme d'affaires Ratan N. Tata. Il a développé toute une chaîne logistique pour livrer un lait nutritif, dans des conditions sanitaires correctes, à des milliers de personnes. Il a créé l'une des premières marques agroalimentaires du pays. » Aujourd'hui, ce modèle a essaimé dans tout le pays. Il fédère près de 10 millions d'agriculteurs, compte environ 200 laiteries desquelles sortent tous les jours plus de 20 millions de litres de lait

(10 % des volumes totaux).

Saura-t-il pour autant résister au temps ? Les défis sont nombreux. A commencer par la concurrence des multinationales. « L'Inde est le premier marché laitier mondial (16 % de la consommation mondiale), souligne R.S. Sodhi. Il est naturel qu'elle attire des investisseurs du monde entier. » Toutefois, les craintes de voir leur modèle s'exporter en Inde ne sont pas infondées. « Ici, sur la vente d'un litre de lait, environ 80 % du prix va dans la poche du fermier, contre seulement 30 % en Europe », ajoute-t-il. La raison ? Le poids des intermédiaires. « Les grandes surfaces ne se sont pas encore attribuées les marges qu'elles s'octroient en Europe. » Mais jusqu'à quand ?

Marjorie Cessac, au Penjab

(1) En 1974, afin d'augmenter sa production de lait, l'Inde lance un programme de production laitière en coopérative contrôlé par les agriculteurs.

... et nous ne pouvons pas nous permettre de rembourser dès le premier mois. Nous avons besoin de prêts sur le long terme », réclament-ils. Depuis une dizaine d'années, l'implication des institutions de microfinance (IMF) dans l'agriculture est croissante. Par le biais de politiques publiques adaptées, les Etats peuvent soutenir le financement des exploitations agricoles : banques agricoles locales, IMF et fonds d'investissements dédiés. Au Vietnam, où 75 % de la population vit en zone rurale, une banque publique a mis en place un programme dédié aux besoins d'investissements dans les fermes familiales. Plus de 30 000 en ont bénéficié.

VOLONTÉ POLITIQUE

« Les agricultures familiales ne sont rien sans une dose importante d'interventionnisme », souligne Jean Michel Sourisseau. Les pays émergents ou les pays du Nord sont d'ailleurs passés par une phase historique de soutien à l'agriculture familiale. A la traîne, les pays les moins avancés prennent des engagements. Les accords de Maputo, signés en 2009 par 41 états d'Afrique, incitent les signataires à consacrer 10 % de leurs budgets nationaux à l'agriculture. Pour l'instant, seuls 8 pays auraient rempli leur part du contrat. « Les agriculteurs familiaux n'en ont pas bénéficié », affirme Mamadou Camara, qui estime que cela a pourtant représenté plus de 1 800 milliards de francs CFA (274 millions d'euros) au Mali.

Difficile d'y voir clair tant les budgets de ces pays sont opaques. « Ces niveaux de soutien ne sont pas à la hauteur des enjeux », considère le directeur de Farm, pour qui la modernisation des exploitations est un facteur essentiel pour le développement d'un pays. « Attention toutefois à ne pas entraîner une baisse de la population agricole et de la part de l'agriculture dans le PIB, ainsi qu'un épuisement des ressources naturelles », met en garde le chercheur du Cirad. Avec les données démographiques actuelles, « l'objectif serait de moderniser l'agriculture familiale sans en faire sortir les actifs qui y sont actuellement », suggère son collègue Bruno Losh. Le coup de projecteur donné sur l'agriculture familiale en 2014 aidera-t-il à résoudre cette difficile équation ? ■



Emploi. Cinq personnes travaillent sur la ferme de Joseph, en Tanzanie.



Isolé. Bernard regrette que le gouvernement n'aide que les « gros ».

Afrique Un besoin d'appui technique

En Tanzanie comme en Zambie, l'agriculture familiale manque de moyens. La solution : innover et partager les connaissances.

» **« Cinq de plus ! »**, rit Joseph, qui vient de porter son troupeau à sept laitières, en plus d'un taureau. Avec 300 pondeuses, 400 poulets, 20 ha de riz et un lopin de terre pour les légumes, cette ferme au cœur de la Tanzanie occupe à plein temps un couple et trois salariés qui font presque partie de la famille (deux n'ont que 14 ans). Le travail est rude : ni électricité ni eau courante ni machines, et des bâtiments sommaires. Les vaches sont toujours dehors, y compris pour la traite (manuelle). Des conditions qui risquent de perdurer tant il est dur d'avoir accès à des prêts pour investir. Sans avoir à rougir de la productivité de ses vaches (plus de 20 l/jour), Joseph avance à tâtons et regrette l'absence de conseils et d'informations spécialisées. Il dénonce : « Les vétérinaires, comme les

banques, ne s'occupent pas des petits paysans. »

» **A 200 km de là**, Bernard Mwingirai vient d'acheter un lopin de terre et fait le même constat. La terre n'est pas chère, la main-d'œuvre non plus, le sol est fertile... « Cependant, on manque de capital et de connaissances pour se développer. Le gouvernement ne s'intéresse qu'aux "gros". » C'est en Zambie qu'il a trouvé un interlocuteur pour l'épauler à distance.

» **« L'adoption de pratiques non durables »** a épuisé les ressources naturelles et entraîné un exode vers les villes où il n'y a pas d'emploi, explique Rolf Shenton, directeur de l'ONG zambienne Grassroots. La solution est de faire revenir les populations rurales à une production durable de nourriture, fibres et énergie. » Sebastian Scott, membre de Grassroots, reçoit

souvent des stagiaires et groupes d'agriculteurs dans sa ferme de 9 ha. « Je gère ma ferme d'une manière reproductible par la plupart des 1,7 million de petits paysans que compte le pays (1). Comme ils n'ont pas accès à du capital, nous réduisons au maximum les intrants, mais aussi le travail car tout se fait à la main. » Grâce à des pratiques innovantes – mélanges de cultures (pois-maïs), cage mobile pour les poulets et les porcs entre les bananiers ; travail du sol simplifié... à l'aide d'un bâton, nouveaux modes de distribution de l'aliment, etc. –, sa ferme, qui emploie deux salariés, est quasi autonome et rentable. Les paysans en visite prennent des notes. « L'avenir pour les agriculteurs est "so exciting" ! », encourage Sebastian. ■ **B. Lafeuille**

(1) Contre 500 à 600 fermes importantes mécanisées.